

« Le Burundi va mourir et tout le monde s'en fout »

La Libre Afrique, 9 septembre 2024 Les pÃ©nuries s'accroissent et la peur est emparÃ©e d'une population qui plus vend tous ses biens pour fuir le pays. Le vendredi 6 septembre, le prÃ©sident burundais Variste Ndayishimiye est apparu tout sourire au cÃ´tÃ© du prÃ©sident chinois Xi Jinping quelques heures avant la conclusion du sommet Chine-Afrique qui est tenu pendant trois jours Ã PÃ©kin.

AprÃ©s un entretien bilatÃ©ral, le prÃ©sident chinois annonÃ§ait le renforcement des relations entre les deux pays et le passage au rang de partenariat stratÃ©gique global, selon les mÃ©dias chinois. Tout le monde a peur. Ndayishimiye obtenu ce qu'il Ã©tait venu chercher en Chine : des promesses. Rien n'est chiffrÃ© mais il va pouvoir rentrer au pays et un de ses discours sur ses pseudos rÃ©ussites obtenues en mendiant et en gageant notre sous-sol ou nos sols. Mais les promesses chinoises, ce n'est pas du cash mais des engagements pour des investissements dans les infrastructures, dans l'agriculture ou dans l'exportation du cafÃ©, explique Pierre N, enseignant burundais qui souhaite conserver l'anonymat, comme les autres interlocuteurs restÃ©s au pays parce qu'ici, au Burundi, les sanctions sont terribles pour ceux qui osent critiquer le rÃ©gime. Pas une semaine ne passe Ã Bujumbura sans qu'il y ait une disparition de quelqu'un se serait montrÃ© critique. Le pouvoir n'a pas besoin de preuve. La rumeur tue et la dÃ©lation est devenue un sport parce que tout le monde a peur, enchaÃªne un fonctionnaire de l'ancienne capitale. La loi du silence est devenue la seule rÃ©gle appliquÃ©e par tous les Burundais, confirme Maître Armel Niyongere, secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONG Torture/Burundi qui vit dÃ©sormais en exil. MÃ©me les Ã©trangers qui vivent ici, y compris les diplomates, se murent dans le silence. Ils sont tÃ©tanisÃ©s, confie un autre habitant de Bujumbura. Quelle politique d'ouverture ? On va dire qu'aprÃ©s des comprÃ©hensifs Ã l'Ã©gard du rÃ©gime et de ses turpitudes, poursuit Me Niyongere qui rappelle le cas de la journaliste Floriane Irangabiye, arrÃªtÃ©e en aoÃ»t 2022 et condamnÃ©e Ã dix ans de prison en janvier 2023 pour avoir critiquÃ© la sÃ©curitÃ© intÃ©rieure de l'Ã©tat suite Ã ses missions radio, rÃ©alisÃ©es depuis le Rwanda voisin, dans lesquelles elle a critiquÃ© le rÃ©gime. Elle a Ã©tÃ© graciÃ©e le 14 juillet dernier par le prÃ©sident Ndayishimiye. Son arrestation et sa dÃ©tention Ã©taient illÃ©gales. Elle n'avait rien Ã faire en prison. Il n'y avait pas Ã fÃ©liciter le pouvoir pour cette remise en libertÃ©, pourtant tous les diplomates ont voulu y voir un geste des autoritÃ©s, poursuit Me Niyongere. Sarah Jackson, la directrice rÃ©gionale d'Amnesty international confirme dans un communiquÃ© : Si nous nous Ã©loignons de la libÃ©ration de Irangabiye, elle n'aurait cependant jamais dÃ©passÃ© une seule nuit derriÃ©re les barreaux simplement pour avoir exercÃ© ses droits humains. En fait, tout le monde ferme les yeux sur les dÃ©rivÃ©s de ce rÃ©gime. Le Burundi, c'est l'embÃ©me de la crise oubliÃ©e, que personne ne veut voir, poursuit Me Niyongere qui se souvient de l'arrivÃ©e au pouvoir de Ndayishimiye Ã la mort de son prÃ©dÃ©cesseur Pierre Nkurunziza en 2020. Parce qu'on osait se montrer critique, certains EuropÃ©ens ont menacÃ© de nous classer comme mouvement radical. Aujourd'hui, ils sont obligÃ©s de constater que nous avons raison, que le discours d'ouverture du nouvel homme fort n'est jamais concrÃ©t. Bien au contraire, le pays est aujourd'hui sous une chape de plomb insupportable pour tous les Burundais. La politique des yeux fermÃ©s a fait un nombre de Burundais qui, derriÃ©re les murs de leur maison, l'abri des oreilles indiscrettes lâ©chent : le fait que le calme relatif soit revenu dans le pays, qu'il ait plus de coups de feu, suffit aux diplomates. La seule chose qui les embÃªte est la pÃ©nurie d'essence qui les touche aussi. Une pÃ©nurie qui dure depuis des mois et qui ne fait qu'accentuer et provoque une inflation gÃ©nÃ©ralisÃ©e. On peut faire Ã quatre jours, parfois plus sans carburant, et nos interlocuteurs. Cette raretÃ© de l'essence et du diesel, le marchÃ© noir auquel sont obligÃ©s de recourir certains chauffeurs font inÃ©vitablement grimper le prix des denrÃ©es qui arrivent ici. Le sucre est devenu introuvable, le sel est hors de prix comme certains fruits et lÃ©gumes. Aujourd'hui, face au Mpox qui concerne de plus en plus de monde, cette pÃ©nurie gÃ©nÃ©ralisÃ©e, qui touche aussi les produits pharmaceutiques, devient mortelle. Les pharmacies sont vides, les mÃ©dicaments aux origines douteuses achÃ©tent Ã la sauvette, sur des Ã©choppes improvisÃ©es. C'est tout aussi rÃ©cent. Quelques jours avant de s'envoler pour la Chine, le prÃ©sident de la RÃ©publique a annoncÃ© l'arrivÃ©e de trois navires pÃ©troliers pour mettre un terme Ã la pÃ©nurie d'essence. Ils sont toujours attendus. Sans devise, comment voulez-vous payer ces pÃ©troliers ? s'interroge un enseignant burundais qui explique qu'il fait 5 heures de marche tous les jours pour son aller-retour jusqu'Ã son Ã©cole. Et nous sommes des milliers dans ce cas. Les enfants viennent mais arrivent extÃ©nuÃ©s et le plus souvent le vendre vide. On ne peut pas apprendre dans ces conditions. Le pouvoir sait que ces navires n'existent pas. Nous le savons aussi mais on ne peut s'empÃªcher d'y croire au moins quelques jours. L'espoir qui nous reste. Combines et mÃ©gestion La crise Ã©conomique que traverse le Burundi depuis des annÃ©es ne fait qu'accentuer jour aprÃ©s jour. Face Ã cette situation, de nombreux Burundais hÃ©sitent plus Ã vendre tous leurs biens et tenter de s'exiler, explique Me Niyongere. On est loin du Burundi prÃ©sentÃ© comme un paradis sur terre par notre prÃ©sident, ajoute un autre avocat burundais. Pour expliquer cette crise, une Ã©numÃ©ration revient comme une antienne, corruption, la mÃ©gestion et les combines dans le premier cercle du pouvoir Ã l'issue des annÃ©es de lutte armÃ©e. Ce sont des maquisards qui se partagent aujourd'hui le pouvoir. Ils n'ont aucune formation et s'entourent d'une clique incluant un professeur d'universitÃ© de Bujumbura rappelait rÃ©cemment dans une interview que le pouvoir actuel se fout des compÃ©tences scientifiques ou acadÃ©miques. Le PrÃ©sident de la RÃ©publique aussi. Ã un moment donnÃ©, il a mÃ©me humiliÃ© des diplomates en disant qu'on n'a pas besoin d'Ãªtre diplomate pour rÃ©colter plus de maÃ»s. On comprend que s'enfonÃ§e dans une crise inextricable. Ã l'index de perception de la corruption de l'ONG Transparency International, le Burundi occupe le 162e rang sur 180 Ã©tats. Nous sommes considÃ©rÃ©s comme l'un des pays les plus pauvres du monde et cette pauvretÃ© ne concerne pas la mafia Ã l'Ã©tÃ© de l'Ã©tat. Nous pensions avoir atteint des sommets sous la prÃ©sidence de Pierre Nkurunziza mais son successeur le surclassÃ©, poursuit notre fonctionnaire. Et dans ce systÃ©me de corruption, son Ã©pouse, Angeline Ndayishimiye occupe une place de plus en plus centrale, poursuit-il en Ã©voquant un rÃ©gime monarchique. Le rÃ©le de premiÃ©re dame prend de plus en plus les allures d'une institution de fait sans soubassement lÃ©gal, complÃ©te Me Niyongere. Les Ã©lections Ã venir s'inscrivent dans ce contexte de crise profonde que se profilent les Ã©volutions de cette fin de printemps. Les dates ne sont pas arrÃªtÃ©es mais les Burundais attendent rien de ce

qui va se dérouler, vers le mois de mai prochain, sans réelle opposition, dans un pays où il est devenu pratiquement impossible de se déplacer, sans liberté de parole, continue notre enseignant. Les Européens ne sont pas chauds pour envoyer une mission d'observation, explique un juriste, qui poursuit : Le pouvoir va se perpétuer. Les crises aussi. Nos interlocuteurs, tiraillés par la peur, évoquent l'absence de perspective pour leur avenir. Insistent sur leur sentiment d'abandon. Tout le monde se moque du Burundi. On est trop petit. On a des richesses mais le grand marchandage se passe à l'abri des regards entre le sommet de l'état et quelques grandes sociétés. Il n'y a pas à attendre pour le petit peuple qui meurt de faim. En interne, aucune voix ne parvient à se faire entendre. Le Burundi va crever et tout le monde s'en fout. Depuis des années, le pays survit grâce à l'aide internationale. Une perfusion officiellement conditionnée aux réformes entreprises par les autorités. En février 2022, l'Union européenne, dans la foulée des États-Unis, a levé des sanctions prises en 2016, au plus fort des violences nées de la décision du président de l'Assemblée Pierre Nkurunziza, de briguer un troisième mandat inconstitutionnel. À l'époque, l'UE et ses pays membres avaient sanctionné le gouvernement burundais notamment pour son rôle dans de graves violations des droits de l'homme. Près de six ans plus tard, officiellement, la levée des sanctions a été prise suite aux progrès observés dans le pays. L'UE reconnaissait qu'il y avait encore des défis à relever. Une décision inexplicable pour l'UE qui accusait les États-Unis et l'UE de fermer les yeux devant la répression brutale. L'UE, elle, disait croire au dialogue politique pacifique qui a débuté avec les élections générales de mai 2020 qui ont porté au pouvoir le variste Ndayishimiye et qui aurait ouvert une nouvelle fenêtre d'espoir pour la population burundaise. Cet espoir n'est aujourd'hui qu'un mirage lointain mais l'assistance financière n'est pas remise en cause malgré l'effondrement général de toutes les normes démocratiques sous la houlette d'un pouvoir qui a montré toute l'étendue de son incompetence et de sa détermination.

Hubert Leclercq